

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. — 2677

8 OCTOBRE 1985. — Arrêté royal transférant les crédits prévus aux articles 12.23 et 41.07 — Section 34; 33.04 et 42.01.01 — Section 35; 12.28 — Section 40 et 01.02 — Section 42 respectivement vers les articles 12.19 — section 01; 12.28 — Section 33; 12.32 — Section 41 et 12.19 — Section 11 du budget du Ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1985

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juin 1985 contenant le budget du Ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1985, notamment l'article 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 septembre 1985;

Vu la délibération conforme de Notre Ministre et de Nos Secrétaires d'Etat au sein de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sur les crédits votés au Titre I. — Dépenses courantes — pour l'année budgétaire 1985, des transferts sont effectués entre les articles et au prorata des montants indiqués ci-dessous : 00000

3 000 000 F	de l'article van artikel	12.23	Sect. 34	vers l'article naar artikel	12.19 — Sect. 01
5 000 000 F	de l'article van artikel	41.07	Sect. 34	vers l'article naar artikel	12.19 — Sect. 01
3 000 000 F	de l'article van artikel	33.04	Sect. 35	vers l'article naar artikel	12.28 — Sect. 33
2 000 000 F	de l'article van artikel	42.01.01	Sect. 35	vers l'article naar artikel	12.28 — Sect. 35
10 000 000 F	de l'article van artikel	12.28	Sect. 40	vers l'article naar artikel	12.32 — Sect. 41
7 000 000 F	de l'article van artikel	01.02	Sect. 42	vers l'article naar artikel	12.19 — Sect. 11

Art. 2. Notre Ministre de la Région bruxelloise est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

P. HATRY

F. — 2678

9 OCTOBRE 1985. — Arrêté ministériel concernant l'exécution de l'Arrêté royal du 23 juin 1983, relatif à l'octroi à des particuliers d'allocations pour l'exécution de travaux de confort à des bâtiments situés dans la Région bruxelloise

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise

Vu l'arrêté royal du 23 juin 1983, relatif à l'octroi à des particuliers d'allocations pour l'exécution de travaux de confort à des bâtiments situés dans la Région bruxelloise, notamment l'article 8, modifié par l'arrêté royal du 9 octobre 1985;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juin 1983 concernant l'exécution de l'arrêté royal du 23 juin 1983, relatif à l'octroi à des particuliers d'allocations pour l'exécution de travaux de confort à des bâtiments situés dans la Région bruxelloise;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. — 2677

8 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit tot overschrijving van de op de artikelen 12.23 en 41.07 — Sectie 34; 33.04 en 42.01.01 — Sectie 35; 12.28 — Sectie 40 en 01.02 — Sectie 42 uitgetrokken kredieten naar respectievelijk artikelen 12.19 — Sectie 01; 12.28 — Sectie 33; 12.32 — Sectie 41 en 12.19 — Sectie 11 van de begroting van het Ministerie van het Brussels Gewest voor het begrotingsjaar 1985

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 26 juni 1985 houdende de begroting van het Ministerie van het Brussels Gewest voor het begrotingsjaar 1985, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financien, gegeven op 27 september 1985;

Gelet op het eensluidende besluit van Onze Minister en van Onze Staatssecretarissen binnen de Executieve van het Brussels Gewest;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Op de gestemde kredieten van Titel I. — Lopende uitgaven — voor het begrotingsjaar 1985, worden transferten verricht tussen de artikelen en a rato van de bedragen vermeld hieronder :

3 000 000 F	de l'article van artikel	12.23	Sect. 34	vers l'article naar artikel	12.19 — Sect. 01
5 000 000 F	de l'article van artikel	41.07	Sect. 34	vers l'article naar artikel	12.19 — Sect. 01
3 000 000 F	de l'article van artikel	33.04	Sect. 35	vers l'article naar artikel	12.28 — Sect. 33
2 000 000 F	de l'article van artikel	42.01.01	Sect. 35	vers l'article naar artikel	12.28 — Sect. 35
10 000 000 F	de l'article van artikel	12.28	Sect. 40	vers l'article naar artikel	12.32 — Sect. 41
7 000 000 F	de l'article van artikel	01.02	Sect. 42	vers l'article naar artikel	12.19 — Sect. 11

Art. 2. Onze Minister van het Brussels Gewest is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

P. HATRY

N. — 2678

9 OKTOBER 1985. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het Koninklijk Besluit dd. 23 juni 1983, betreffende de toekenning aan particulieren van toelagen voor het verrichten van comfortwerken in gebouwen gelegen in het Brussels Gewest

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest

Gelet op het koninklijk besluit van 23 juni 1983, betreffende de toekenning aan particulieren van toelagen voor het verrichten van comfortwerken in gebouwen gelegen in het Brussels Gewest, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 oktober 1985;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 juni 1983 houdende uitvoering van het koninklijk besluit dd. 23 juni 1983, betreffende de toekenning aan particulieren van toelagen voor het verrichten van comfortwerken in gebouwen gelegen in het Brussels Gewest;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 en vue de la réforme des institutions;

Vu l'urgence de déterminer les modalités d'exécution pour l'application de l'arrêté royal du 23 juin 1983, modifié par l'arrêté royal du 9 octobre 1985.

Arrête :

Article 1er. La prime est octroyée pour autant qu'il s'agisse d'une ou plusieurs prestations de service concernant des travaux immobiliers faits par un entrepreneur dans l'exercice de son travail professionnel.

Ces travaux, énumérés ci-après, doivent contribuer à l'amélioration du confort dans une habitation.

L'achat de matériel ou d'appareils par le maître d'oeuvre est exclu du bénéfice de l'allocation.

Art. 2. Pour l'application de l'arrêté royal l'on entend par travaux immobiliers :

la construction, la transformation, la finition, l'aménagement et la démolition, en tout ou en partie, d'un bien immobilier de par sa nature, et l'action qui consiste à fournir un bien mobilier et à l'installer immédiatement de telle façon qu'il devient immobilier par nature.

Art. 3. Pour l'allocation de la prime entrent en ligne de compte :

A. Travaux externes :

A. 1. Travaux de toiture :

Par « travaux de toiture » on entend entre autres des travaux immobiliers qui améliorent ou remplacent la structure du toit avec tous ses éléments et le revêtement du toit avec tous ses éléments. Y sont compris les lucarnes, gouttières et cheminées qui dépassent le toit.

A. 2. Démolition d'annexes :

Celle-ci comprend entre autres les travaux de démolition proprement dits de bâtiments annexes qui font partie de l'immeuble dont il est question.

A. 3. Châssis de fenêtres et vitrage :

Il s'agit du remplacement de châssis de fenêtres et vitrage.

A. 4. Portes extérieures :

Il s'agit du remplacement de portes extérieures. Une porte extérieure implique la partie qui sépare l'intérieur de l'extérieur et qui sert seulement comme entrée pour des personnes.

B. Travaux concernant l'espace vital :

B. 1.3. Installation salle de bain — W.C. :

Est visée toute livraison et installation dans une habitation des éléments ou d'une partie des éléments d'une installation sanitaire et, plus généralement, de tous les appareils fixes à utilisation sanitaire ou hygiénique raccordés à la distribution des eaux ou à un égout. Il peut s'agir entre autres de tuyaux, robinets, pompes, éviers, lavabos, W.C., urinoirs, bidets et baignoires livrés et installés dans l'habitation.

Un chauffe-eau pouvant desservir aussi bien la salle de bain que la cuisine ou les deux en même temps, la livraison et l'installation d'un tel appareil dans l'habitation concernée, est également visée, ou que soit placé cet appareil dans l'habitation.

B. 2. Amélioration de l'endroit à cuisiner :

Peuvent être pris en considération :

p.e. : armoires, éviers, armoires ou meubles à évier incorporé, hottes, ventilateurs et purificateurs d'air dont est équipée une cuisine, placards incorporés de façon définitive en des endroits de l'immeuble spécialement prévus à cet effet.

L'énumération des biens ci-dessus mentionnée est limitative. Ne sont donc pas visés, e.a. la livraison et le placement d'un réfrigérateur, d'un congélateur, d'un réchaud ou d'une cuisinière à gaz ou électrique, d'un lave-vaisselle, d'un four, d'un concasseur, d'une machine à laver ou d'un séchoir de linge, etc.

B. 4. Chauffage central :

Peuvent être pris en considération : les composantes ou une partie des composantes d'une installation de chauffage central ou de conditionnement d'air, y compris les brûleurs, les réservoirs et les appareils de réglage et de contrôle reliés aux chaudières ou aux radiateurs;

Par chauffage central on entend tout système de chauffage qui consiste à répandre de la chaleur dans un ou plusieurs locaux moyennant différents appareils reliés à une unique source de chaleur, quelle que soit la nature de cette dernière, gaz, électricité,...

Het op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, §1, zoals het werd vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om de uitvoeringsmodaliteiten te bepalen voor de toepassing van het koninklijk besluit dd. 23 juni 1983, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 oktober 1985.

Besluit :

Artikel 1. De premie wordt toegekend voor zover het gaat om één of meerdere dienstverrichtingen met betrekking tot werken in onroerende staat die verricht zijn door een aannemer in de uitoefening van zijn beroepswerkzaamheid.

Deze werken, zoals hierna bepaald, dienen bij te dragen tot de verbetering van het comfort in een woning.

De aankopen van materialen of toestellen door de bouwheer zijn uit het voordeel van de toelage uitgesloten.

Art. 2. Voor de toepassing van het koninklijk besluit wordt verstaan onder werk in onroerende staat :

het bouwen, het verbouwen, het afwerken, het inrichten en afbreken, geheel of ten dele, van een uit zijn aard onroerend goed, en de handeling die erin bestaat een roerend goed te leveren en het meteen op zodanige wijze aan te brengen aan een onroerend goed dat het onroerend uit zijn aard wordt.

Art. 3. Voor de toekenning van de premie komen in aanmerking :

A. Externe werken :

A. 1. Dakwerken :

Onder « dakwerken » wordt onder meer verstaan werken in onroerende staat die de dakstructuur met al zijn elementen en de dakbekleding met al zijn elementen verbeteren of vervangen. Hieronder zijn begrepen dakvensters, dakgoten, schouwen die boven het dak uitsteken.

A. 2. Afbraak van annexen :

Hieronder zijn onder meer begrepen de eigenlijke afbraakwerken van bijgebouwen die horen bij het gebouw waarvan sprake.

A. 3. Raamkaders en vensterglas :

Het betreft het vervangen van raamkaders en vensterglas.

A. 4. Buitendeuren :

Het betreft het vervangen van buitendeuren. Onder buitendeur wordt verstaan de deur die de buiten- van de binnenruimte scheidt en uitsluitend bestemd is voor de toegang van personen.

B. Werken die betrekking hebben op de woonruimte :

B. 1.3. Installatie badkamer — W.C. :

Wordt bedoeld iedere levering en aanhechting aan een woning van de bestanddelen of een gedeelte van de bestanddelen van een sanitaire installatie, en, meer algemeen, van al de vaste toestellen voor sanitair of hygiënisch gebruik aangesloten op een waterleiding of een riool. Worden onder meer bedoeld : buisleidingen, kranen, pompen, gootstenen, wastafels, W.C., urinoirs, bidets en badkuipen, geleverd en aan een woning aangehecht.

Aangezien een warmwatertoestel zowel de badkamer als de keuken of beiden tegelijk van warm kan voorzien is de levering en de aanhechting van zulk een toestel aan de betrokken woning, eveneens bedoeld, ongeacht waar dat toestel in de woning wordt geplaatst.

B. 2. Verbetering kookruimte :

Kunnen in aanmerking genomen worden :

bv. : opbergkasten, gootstenen, kasten of meubels met ingebouwde gootsteen, zuigkappen, ventilators waarmee een keuken is uitgerust, opbergkasten die definitief zijn ingebouwd in speciaal daarvoor uitgespaarde ruimten voor het gebouw.

De evengenoemde opsomming van goederen is beperkend. Worden dus niet bedoeld o.a. de levering en plaatsing van een koelkast, een diepvriezer, een komfoor of een fornuis met gas of electriciteit, een vaatwasmachine, een oven, een breekmachine, een wasmachine of een linnendroogkast, enz.

B. 4. Centrale verwarming :

Kunnen in aanmerking genomen worden : de bestanddelen of een gedeelte van de bestanddelen van een installatie voor centrale verwarming of airconditioning, daaronder begrepen de branders, de reservoirs en de regel- en controletoeestellen verbonden aan de ketels of aan de radiatoren;

Onder centrale verwarming wordt verstaan elk verwarmingssysteem dat erin bestaat warmte te verspreiden in één of meerdere lokalen door middel van verschillende toestellen verbonden aan een enige warmtebron, ongeacht de aard van deze laatste, gas, elektriciteit,...

Le système appelé « mini-chauffage », qui consiste à répartir la chaleur, produite par un poêle spécial, dans différentes pièces, moyennant des radiateurs reliés à ce poêle, répond aux conditions requises.

B. 5. Isolation thermique :

Il s'agit des travaux suivants :

- l'application de matériau d'isolation sur les murs extérieurs (côté intérieur ou extérieur ou dans le vide ventilé);
- l'application de matériau d'isolation sur une toiture inclinée ou plate (côté intérieur ou extérieur);
- l'isolation de planchers (ou parois) séparant un local chauffé d'un local non chauffé ou de l'extérieur;
- le remplacement de vitrage simple par du vitrage double ou triple ainsi que les travaux d'adaptation nécessaires sans remplacement du châssis.

B. 6. Canalisations :

Il s'agit entre autres, des canalisations d'eau et de gaz, des conduites électriques et des égouts. Pour les conduites électriques peuvent être pris en considération :

- les composants ou une partie des composants de l'installation électrique d'un immeuble, à l'exception d'appareils d'éclairage et de lampes;

L'installation d'avertisseurs d'incendie, de systèmes antivol et d'un téléphone intérieur ne donne pas droit à la prime.

Art. 4. Donnent également droit à la prime les travaux qui constituent la finition des travaux-types.

On entend ici les travaux immobiliers nécessaires en tant que finition lors de l'installation ou de l'amélioration de la salle de bain, de la cuisine, des W.C., du chauffage central, des conduites, des châssis de fenêtres, des portes extérieures et du toit.

Ces travaux n'entrent en ligne de compte que lorsque l'installation ou l'amélioration précitée a été effectuée et que la prime a été demandée pour ces travaux.

Les frais de finition sont calculés par postes A ou B.

Art. 5. L'arrêté ministériel du 24 juin 1983 concernant l'exécution de l'arrêté royal du 23 juin 1983, relatif à l'octroi à des particuliers de subventions pour l'exécution de travaux de confort à des bâtiments situés dans la Région bruxelloise est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1986.

Bruxelles, le 9 octobre 1985.

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
A.M. NEYTS—UYTTEBROECK

Het systeem « mini-chauffage » genaamd, dat erin bestaat de warmte, voortgebracht door een speciale kachel, in verschillende kamers te verspreiden door middel van radiatoren die aan die kachel zijn verbonden, beantwoordt aan de gestelde voorwaarden.

B. 5. Thermische isolatie :

Het betreft de volgende werken :

- het aanbrengen van isolatiemateriaal op buitenmuren (binnen of buitenzijde of in de spouw);
- het aanbrengen van isolatiemateriaal op een hellend of plat dak (binnen- of buitenzijde);
- het isoleren van vloeren (of wanden) die een verwarmd vertrek scheiden van ofwel een niet-verwarmd vertrek ofwel buiten;
- het vervangen van enkele beglazing door dubbele of driedubbele beglazing, alsmede de nodige aanpassingswerken zonder de raamkader te vervangen.

B. 6. Leidingen :

Het betreft onder meer water, gas, elektriciteitsleidingen en riole-ning. Voor elektriciteitsleidingen kunnen in aanmerking genomen worden :

- de bestanddelen of een gedeelte van de bestanddelen van een elektrische installatie van een gebouw, met uitzondering van toestellen voor verlichting en van lampen;

De installatie van brandalarmtoestellen, alarmtoestellen tegen diefstal en een huistelefoon, geeft geen aanleiding tot premies.

Art. 4. Premiegerechtigd zijn ook de werken die de afwerking uitmaken van de type-werken.

Hierbij worden bedoeld de werken in onroerende staat die nodig zijn als afwerking bij de installatie of verbetering van de badkamer, keuken, W.C., centrale verwarming, leidingen, ramen, buitendeuren en dak.

Deze werken komen slechts in aanmerking nadat elk van de hierboven voornoemde installaties of verbeteringen plaatsvonden, waarvoor eveneens een premie werd aangevraagd.

De kosten van de afwerkingen worden berekend per posten A of B.

Art. 5. Het ministerieel besluit van 24 juni 1983 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 23 juni 1983, betreffende de toekenning aan particulieren van toelagen voor het verrichten van comfortwerken in gebouwen gelegen in het Brussels Gewest wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1986.

Brussel, 9 oktober 1985.

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,
A.M. NEYTS—UYTTEBROECK

Contrat-type d'entreprise pour l'amélioration du confort d'un immeuble d'habitation situé dans la Région bruxelloise :

Entre :

ayant son siège à

titulaire du numéro de T.V.A.

enregistré (e) comme entrepreneur sous le N°

ci-après dénommé(e) « l'entrepreneur »

et

M. et Mme

demeurant ensemble

ci-après dénommé(e) « le maître de l'ouvrage »

Il a été convenu ce qui suit :

Exposé Préliminaire

LES TRAVAUX DE CONFORT NE PEUVENT ETRE ENTAMES AVANT LA RECEPTION PAR LE DEMANDEUR DU CONTRAT-TYPE SOUSSIGNE PAR LE MINISTRE OU UN FONCTIONNAIRE DELEGUE.

Le maître de l'ouvrage déclare être propriétaire de l'immeuble sis

faisant l'objet du présent contrat d'entreprise, et l'occuper lui-même / ne pas l'occuper lui-même (1).

(1) biffer la mention inutile.

Il endossera l'entière responsabilité des éventuelles entraves que ses occupants pourraient mettre à la bonne exécution du planning des travaux.

Entrée en vigueur du contrat-type

Le présent contrat d'entreprise est soumis à la CONDITION SUSPENSIVE de la promesse d'octroi d'une prime au confort. La promesse d'octroi d'une prime sera notifiée au maître de l'ouvrage suite à la réception du contrat-type soussigné par le Ministre ou son fonctionnaire délégué.

Contrat d'entreprise

Article 1. Description des travaux.

Sous réserve de la condition suspensive qui précède, l'entrepreneur s'engage à exécuter les travaux suivants :

.....
.....
.....
.....

et atteste

— que chacun d'eux répond séparément les deux propositions par une barre que seuls les travaux suivants répondent (1) à l'une ou l'autre des définitions des travaux pour lesquels une prime à l'amélioration du Confort est accordée, données par l'article 8 de l'arrêté royal du 25 juin 1983, modifiée par l'arrêté royal du 9 octobre 1985 et par l'arrêté ministériel du 9 octobre 1985.

.....
.....
.....

Article 2. Prix de l'entreprise.

Les travaux seront exécutés pour le prix global et forfaitaire de

..... F, + T.V.A. =

Ce prix se subdivise de la manière suivante pour chacun des travaux répondant à l'une des définitions dont question à l'article 1er du contrat d'entreprise.

(1) biffer la mention inutile.

	Prix travaux (+ T.V.A.)	Prime forfaitaire max.	Accordé
— Travaux de toiture	50 000 F	.....
— Démolition des annexes	20 000 F	.....
— Châssis de fenêtre et vitrage	5 000 F par m ²	.....
— Portes extérieures	5 000 F par m ²	.....
— Installation d'une salle de bains	20 000 F	.....
— Amélioration de la cuisine	20 000 F	.....
— Amélioration ou installation d'une toilette	10 000 F	.....
— Chauffage central	50 000 F	.....
— Canalisation (Gaz — eau — électricité — égouts)	50 000 F	.....
— Isolation thermique	50 000 F	.....
Total :	50 000 F	.....

Article 3. Modalités de paiement.

Le prix est payable de la manière suivante :

— Après la réception du contrat-type soussigné par le Ministre ou son fonctionnaire délégué, un acompte égal à 5% du coût des travaux, soit F;

— Le solde, soit F, à l'achèvement des travaux, déduction faite du montant de la prime au confort octroyée, qui figure sur le contrat-type soussigné par le Ministre ou son fonctionnaire délégué sous le titre « Promesse d'octroi ».

— La T.V.A. sera due par le maître de l'ouvrage sur la totalité de ce solde.

— Le maître de l'ouvrage autorise le Ministère de la Région bruxelloise à payer la prime qui lui est due en son nom et pour son compte à l'entrepreneur.

Article 4. Début des travaux et délai d'exécution.

Les travaux seront entamés après la réception par le maître de l'ouvrage du contrat-type soussigné par le Ministre ou son fonctionnaire délégué.

Le délai d'exécution sera de jours à compter du dernier jour du délai dont dispose l'entrepreneur pour les entamer.

La suspension temporaire des travaux pour cause de force majeure entraîne de plein droit et sans indemnités, la prorogation du délai d'exécution d'une période égale à la durée de la suspension.

Si le maître de l'ouvrage commande des travaux supplémentaires en cours d'exécution du contrat, l'entrepreneur se réserve le droit d'exiger une prorogation du délai d'exécution initialement prévu. Cette prorogation fera l'objet d'un écrit signé par l'entrepreneur et le maître de l'ouvrage.

De plus, tout travail supplémentaire devra faire l'objet d'un accord écrit préalable entre les parties quant au prix.

De manière plus générale, pour être valable, toute communication de l'entrepreneur et du maître de l'ouvrage, relative à l'exécution des travaux, devra être faite par écrit.

Article 5. Indemnités de retard.

En cas de retard d'exécution imputable à l'entrepreneur, celui-ci payera au maître de l'ouvrage, à titre d'indemnité forfaitaire, F par jour de retard. Cette indemnité ne sera due que pour la période postérieure à la mise en demeure par lettre recommandée à la poste que le maître de l'ouvrage aura adressée à l'entrepreneur.

Article 6. Troubles de voisinages.

Le maître de l'ouvrage assume l'entière responsabilité vis-à-vis des tiers, et spécialement des voisins, des dommages qui sont l'inévitable conséquence de l'exécution de travaux, si aucune faute ne peut être reprochée à l'entrepreneur.

Article 7. Litiges.

Tous différends pouvant surgir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat d'entreprise seront de la compétence exclusive de

Fait à le en exemplaires.

L'entrepreneur,

La Région bruxelloise,

Le maître de l'ouvrage,

CADRE II

A compléter par tous les copropriétaires

Je soussigné(e) copropriétaire(s) du logement qui fait l'objet de la demande
 Nous donne mon accord pour l'exécution des travaux figurant au contrat-type ci-joint.
 de subvention, donnons notre

....., le

Le(s) copropriétaire(s)

Et pour légalisation de signature(s) de

Sceau de la commune

....., le

Le Bourgmestre.

Promesse d'octroi

L'examen du dossier introduit en date du a permis de conclure que vous pouvez prétendre au bénéfice d'une prime dont le montant a été fixé à au vu des travaux figurant au contrat-type pris en considération en vertu de l'arrêté royal du 23 juin 1983.

Le montant précité a été calculé comme suit :

	Travaux	Coût	Prime	Intervention maximum
A1	Travaux de toiture			50 000 F
A2	Démolition d'annexes			20 000 F
A3	Châssis de fenêtre et vitrage			5 000 F par m ²
A4	Portes extérieures			5 000 F par m ²
B1	Installations de salle de bains			20 000 F
B2	Amélioration de la cuisine			20 000 F
B3	Amélioration ou installation d'un W.C.			10 000 F
B4	Chauffage central			50 000 F
B5	Canalisation			50 000 F
B6	Isolation thermique			50 000 F
Total :				50 000 F

La prime définitive calculée sur base des factures vous sera octroyée pour autant que les travaux soient conformes au contrat-type ci-avant et soient réalisés et facturés endéans l'année à dater de la présente promesse d'octroi.

Le Secrétaire d'Etat,

Type-overeenkomst voor de comfortverbetering van woningen gelegen in het Brusselse Gewest :

Tussen :

gevestigd te

ingeschreven in het handelsregister van :

onder het nummer :

als aannemer geregistreerd onder het nummer :

hierna genaamd « de aannemer »

en

de heer en Mevr.

samen woonachtig te

hierna genaamd « de bouwheer ».

wordt overeengekomen wat volgt :

Voorafgaandelijke uiteenzetting

DE KOMFORTWERKEN MOGEN NIET AANGEVANGEN WORDEN VOOR DE AANVANGST, DOOR DE AANVRAGER,
VAN DE TYPE-OVEREENKOMST ONDERTEKEND DOOR DE MINISTER OF EEN GEMACHTIGD AMBTENAAR.

De bouwheer verklaart eigenaar te zijn van het gebouw gelegen te

dat het voorwerp uitmaakt van het huidige ondernemingscontract, en het zelf te bewonen / het niet zelf te bewonen (1).

Hij zal de volledige verantwoordelijkheid dragen bij eventuele belemmeringen vanwege de bewoners, die de goede uitvoering van de planning der werken schaden.

(1) schrappen wat niet past.

Inwerkingtreding type-overeenkomst

Dit ondernemingscontract is onderworpen aan de SCHORSENDE VOORWAARDE van de belofte van toekenning van een comfort-premie.

De belofte van toekenning van een premie wordt aan de bouwheer medegedeeld naar aanleiding van de ontvangst van de door de Minister of zijn gemachtigd ambtenaar ondertekende type-overeenkomst.

Ondernemingscontract

Artikel 1. Beschrijving der werken.

Onder voorbehoud van de voorafgaande schorsende voorwaarde, verbindt de aannemer zich volgende werken uit te voeren :

en bevestigt

— dat elke post beantwoordt / dat slechts sommige van volgende posten beantwoorden (1) aan de overeenkomstige definitie der werken, waarvoor een premie tot comfortverbetering werd toegekend, bepaald in artikel 8 van het voornoemd koninklijk besluit van 23 juni 1983 gewijzigd door het koninklijk besluit 9 oktober 1985, en door de artikelen van het ministerieel besluit van 9 oktober 1985.

Artikel 2. Prijs van de onderneming.

De werken zullen uitgevoerd worden tegen het globaal en forfaitair bedrag van

F. + B.T.W.

Deze som wordt als volgt opgedeeld voor elk van de werken die beantwoorden aan de definities waarvan sprake onder artikel 1 van het huidige ondernemingscontract.

(1) Schrapen wat niet past.

	Prijs der werken + BTW	Premie	Toegekend
— Dakwerken	50 000 F	.....
— Afbraak van bijgebouwen	20 000 F	.....
— Raamkaders en vensterglas	5 000 F per m ²	.....
— Buitendeuren	5 000 F per m ²	.....
— Inrichten van een bedkamer	20 000 F	.....
— Verbetering van een keuken	20 000 F	.....
— Verbetering of installatie van een W.C.	10 000 F	.....
— Centrale verwarming	50 000 F	.....
— Leidingen (Gas, water, elektriciteit, riolering)	50 000 F	.....
— Thermische isolatie	50 000 F	.....
Total :	50 000 F	.....

Artikel 3. Betalingsmodaliteiten.

De betaling zal als volgt geschieden :

— na de ontvangst van de door de Minister of zijn gemachtigde ambtenaar ondertekende type-overeenkomst een voorschot gelijk aan 5 % van de kosten der werken, hetzij

— Het saldo hetzij F bij voltooiing der werken, na afhouding van het bedrag van de toegekende comfortpremie, dat voorkomt op de door de minister of zijn gemachtigde ambtenaar ondertekende type-overeenkomst, onder de hoofding « belofte van toekenning ».

— De B.T.W. blijft door de bouwheer verschuldigd op het volledige saldo.

— De bouwheer machtigt het Ministerie van het Brussels Gewest de premie, toegekend op zijn naam, aan de aannemer te betalen.

Artikel 4. Aanvang der werken en uitvoeringstermijn.

De werken zullen aanvangen nadat de bouwheer de door de minister of zijn gemachtigde ambtenaar ondertekende type-overeenkomst ontvangen heeft.

De uitvoeringstermijn zal dagen bedragen, te beginnen van de laatste dag van de aanvangstermijn waarover de aannemer beschikt.

De tijdelijke opschorting der werken, als gevolg van overmacht, impliceert van rechtswege en zonder vergoeding, de verlenging van deze uitvoeringstermijn, met een periode gelijk aan de duur van de schorsing.

Indien de bouwheer om bijkomende werken vraagt tijdens de uitvoering van het contract, kan de aannemer een verlenging van de oorspronkelijke voorziene uitvoeringstermijn eisen. Deze verlenging maakt het onderwerp uit van een afzonderlijke overeenkomst, ondertekend door de aannemer en de bouwheer.

Bovendien zal, voor wat de prijs betreft, elk bijkomend werk het onderwerp uitmaken van een voorafgaandelijk schriftelijk akkoord tussen de partijen.

Algemeen beschouwd moet elke mededeling van de aannemer en van de bouwheer, voor wat de uitvoering der werken betreft, schriftelijk gebeuren om geldig te zijn.

Artikel 5. Nalatigheidinteressen.

Bij vertraging van uitvoering, te wijten aan de aannemer, zal deze een forfaitaire schadevergoeding van F aan de bouwheer betalen. Deze vergoeding zal slechts van toepassing zijn voor de periode die volgt op een bij aangetekende schriftelijke aanmaning, die de bouwheer richtte aan de aannemer.

Artikel 6. Hinder aan de bureu.

De bouwheer zal de volledige verantwoordelijkheid dragen tegenover derden en meer bepaald tegenover bureu voor wat de schade betreft die het vermijdelijke gevolg is van de uitvoering der werken, op voorwaarde echter dat de aannemer geen enkele schuld treft.

Artikel 7. Geschillen.

Elke betwisting die zich zou voortdoen bij de uitvoering of de interpretatie van het huidig ondernemingscontract, zal ressorteren onder de exclusieve bevoegdheid van

(2)

Gedaan te op in exemplaren.

De aannemer,

Het Brussels Gewest,

De bouwheer,

KADER II

In te vullen door alle medeëigenaars

Ik ondergetekende(n) mede-eigenaar(s) van het gebouw welk voor deze premieaanvraag
 Wij in aanmerking geef mijn
 komt, gevens ons akkoord voor uitvoeren van de werken die voorkomen in de type-overeenkomst.

.....le

De medeëigenaar(s)

Voor echtverklaring van de handtekening(en) van

De gemeente

De Burgemeester.

(2) rechtbank of scheidsgerecht.

Belofte van toekenning

Het onderzoek van het dossier ingediend op laat toe vast te stellen dat u aanspraak kan maken op een premie waarvan het bedrag vastgesteld is op BF voor de werken opgenomen in het type kontrakt in toepassing van het koninklijk besluit van 23 juni 1983.

Het hierboven vermelde bedrag wordt als volgt berekend :

Werken	Kosten	Premie	Maximale premie
A1 — Dakwerken			50 000 F
A2 — Afbraak van bijgebouwen			20 000 F
A3 — Raamkaders en vensterglas			5 000 F per m ²
A4 — Buitendeuren			5 000 F per m ²
B1 — Inrichten van een badkamer			20 000 F
B2 — Verbetering van een keuken			28 000 F
B3 — Verbetering of installatie van een W.C.			10 000 F
B4 — Centrale verwarming			50 000 F
B5 — Leidingen			50 000 F
B6 — Thermische isolatie			50 000 F
Total :			50 000 F

De definitieve premie zal berekend worden op basis van de facturen en voor zover de werken conform zijn aan de type-overeenkomst, uitgevoerd en gefactureerd binnen het jaar na de datum van deze belofte van toekenning.

De Staatssecretaris,